



La Défense, le 15 mai 2013

MESSAGE 2013-16

L'ordre public : une question de société

A l'heure où chacun s'entend pour demander des comptes après les violences qui ont émaillé la Capitale à l'occasion des festivités liées au sacre du PSG, le Syndicat des Commissaires de la Police Nationale (SCPAN, majoritaire) souhaite rappeler avant toute chose qui sont les vrais coupables : ce sont les « casseurs », qu'ils soient des supporters liés aux « ultras » décidés à se venger de leur éviction du Parc ou des voyous familiers des phénomènes de violences urbaines, profitant d'un événement organisé sur un lieu à forte charge symbolique, au cœur des beaux quartiers parisiens.

Le SCPAN souhaite également rendre hommage à tous ceux qui, policiers de tous grades, ont fait face aux événements en tentant de maîtriser les faits les plus graves. Au delà des polémiques, chacun s'accorde à dire que cette action a contribué à limiter un bilan qui aurait pu être nettement plus lourd.

Les explications demandées par le Ministre de l'Intérieur devront être fournies, qu'elles aient trait à l'opportunité de l'organisation de cet événement à cette date, à la pertinence du choix du lieu et des modalités de la cérémonie, à la capacité de détection des risques ou encore au dimensionnement du service d'ordre et aux mesures préalables.

Mais il faudra également faire la lumière sur le dispositif mis en place par les organisateurs, représentant le club du PSG et la Ligue de football, premiers responsables de l'organisation et de la préparation de cet événement qui les concernait au premier degré. Il est légitime qu'ils tirent le bénéfice de la victoire de leur club et de la liesse populaire que le football inspire, mais leur devoir est également d'assumer, y compris financièrement, la charge de l'organisation d'une telle manifestation célébrant le football.

Il ne faut pour autant pas en oublier que la gestion policière de ce type d'événements à dimension avant tout festive est particulièrement complexe, mêlant par nature des publics divers aux motivations et comportements différents voire opposés, expliquant notamment la difficulté pour les forces de l'ordre à manœuvrer au milieu d'une foule dense et parfois hostile, tout en préservant la totalité des intérêts en jeu.

Il est d'ailleurs curieux que trop de « *commentateurs* » plus ou moins avisés du jour d'après, aient à ce point perdu la mémoire, jusqu'à en oublier que des exactions de cette nature, déjà particulièrement violentes, ont, malheureusement, émaillé de multiples rendez-vous festifs ou revendicatifs au cours de la décennie écoulée.

Le SCPN condamne évidemment ces violences trop régulières provoquées par des individus animés par la seule volonté de casser ou piller. Il n'empêche que c'est aujourd'hui un fait sociétal dont il doit être tenu compte.

Le SCPN est enfin choqué par la récupération politicienne qui se joue à l'occasion de cet événement, pour dénoncer et critiquer l'action des forces de l'ordre.

La question de la paix publique, que pose l'organisation d'une telle manifestation, interroge l'arbitrage entre sécurité et liberté, que la police ne fait que traduire en mesures techniques, à partir de choix politiques qui, par nature, la dépassent.

Emmanuel ROUX



Secrétaire Général

Céline BERTHON



Secrétaire Général adjoint